RAPPORT

Groupe des Experts Nationaux (GEN)

Rue Rajakoba Augustin, Ankadivato Antananarivo

E-mail : mrcabram@moov.mg

Tél : 22 663 99 Fax : 22 663 59

CONFERENCE-DEBAT. ***« ZES : FONDEMENTS, ENJEUX ET OPPORTUNITES »***

Intervenants :

- M. Cocken RAZAFIARISON (Groupe des Experts Nationaux

- M. Holijaona RABOANA (Emergence de Madagascar)

Modératrice : *- Mme Lova RABARY (l'Express de Madagascar)*

Les acteurs de la vie économique, politique et sociale ont honoré de leur présence la conférence-débat organisée par le Groupe des Experts Nationaux ce 29 avril 2016 au Centre ARRUPE Faravohitra. L'objectif était de définir puis clarifier le concept de Zone Economique Spéciale et son enjeu, ainsi que les opportunités pour Madagascar.

A- LE GEN

Le GEN est un Groupe multidisciplinaire, indépendant et impartial sans appartenance politique et religieuse.

Il est composé de six membres : Madeleine RAMAHOLIMIHASO, Bruno RAKOTOARISON, Charles RAKOTONIRINA, ZAFIMANDIMBY, Hasina RAKOTOSON, Cocken RAZAFIARISON.

Le rôle du GEN est :

-d'informer, de sensibiliser le public dans l'intérêt supérieur de la nation.

-de promouvoir une gestion transparente des affaires de l'Etat et une culture de reddition des comptes par les dirigeants.

-de participer et de faire participer le public au processus décisionnel dans le respect des valeurs et principes démocratiques.

B- Cadre juridique et réglementaire des Zones Economiques Spéciales (ZES)

Cocken Razafiarison a rappelé que le Président de la République Malgache a annoncé la signature d'un mémorandum d'entente entre Madagascar et Maurice sur le Développement d'une Zone Economique Spéciale (ZES) dans le site du Parc d'Ehoala, Fort Dauphin le samedi 12 mars 2016 à l'occasion de la célébration du 48ème anniversaire de l'indépendance de l'île Maurice.

Le contenu de ce mémorandum n'a pas été publié.

Sans entrer dans la polémique politique, le GEN fait appel à tous pour que l'information soit donnée et que tous puissent débattre et participer au processus décisionnel sur une question qui concerne le développement du pays.

C- Quelques questions qui se posent

Holijaona Raboana, Président d'Emergence de Madagascar, a insisté sur le fait suivant: pour qu'une ZES soit efficace et soit un succès, la population Malagasy ainsi que tous les acteurs de la vie économique, politique et sociale doivent être concernés. Directement ou indirectement. Dans ce sens, il a mentionné des exemples de ZES réussies et d'autres qui n'ont pas atteint les objectifs fixés. Il a estimé qu'un des facteurs d'échec des ZES serait la non-intégration du secteur privé local dans les divers projets internes à la zone. Cette analyse a été étayée par des exemples dans plusieurs pays.

L'approche devrait donc être un équilibre entre l'ouverture pour attirer les Investissements Directs Etrangers et l'incitation du secteur privé local pour engager un partenariat joint-venture. C'est cette approche qui devrait faire l'objet d'une étude approfondie au niveau législatif pour faire profiter au mieux les acteurs économiques Malagasy. En effet, au fur et à mesure de l'intervention, l'assistance a pu se constituer une forme de grille de lecture claire destinée à mieux comprendre les diverses politiques qui peuvent être appliquées dans la mise en place d'une ZES. Entre autres, Madagascar, devra-t-elle adopter une politique « ouverte » ou une politique de ZES « contrôlée »?

* ZES « ouverte » signifierait : accès au foncier pour les étrangers;

* ZES « contrôlée » : le foncier ne devrait pas être mis en vente et doit rester aux nationaux (Etat ou privé).

Une Zone économique devant au final être une nouvelle ville et non une province d'un autre Etat, ou une grande ville appartenant à un privé de nationalité étrangère; l'Etat devrait être dans

la hiérarchie des autorités gérant la zone, le principal administrateur. Le foncier devrait revenir en priorité aux nationaux qui peuvent être en même temps les promoteurs de la zone en tant que partie prenante. Toutefois, les autres paramètres comme la finance et l'aspect juridique peuvent être « ouverts ». Néanmoins, tout dépend de la Politique Générale de l'Etat actuel dans la réalisation d'une zone.

D- Pour ne pas conclure :

La Conférence-débat a démontré la possibilité de créer 100.000 emplois en 100 jours dans Madagascar. Ainsi que la possibilité résoudre à moyen terme les problèmes de réintégration sociale des plus démunis.

Le GEN a souligné que cette conférence-débat n'est que le début d'un processus qui va continuer et qu'il organisera des manifestations marquant d'autres étapes.

Antananarivo, le 29 avril 2016.

Le Groupe des Experts Nationaux